



GROUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

•
467 chaussée de Louvain
B – 1030 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 241 84 20
Fax : +32 (0)2 245 19 33
Courriel : admi@grip.org
Internet : www.grip.org
Twitter : [@grip_org](https://twitter.com/grip_org)
Facebook : GRIP.1979

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messenger de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».



Le GRIP bénéficie du soutien
du Service de l'Éducation
permanente de la Fédération
Wallonie-Bruxelles.

NOTE D'ANALYSE – 9 avril 2018

DE LABBEY Quitterie, *Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'Ouest – janvier à mars 2018*, Note d'Analyse du GRIP, 9 avril 2018, Bruxelles.

<http://www.grip.org/fr/node/2548>



NOTE D'ANALYSE

MONITORING DE LA STABILITÉ RÉGIONALE DANS LE BASSIN SAHÉLIEN ET EN AFRIQUE DE L'OUEST

Janvier à mars 2018

Par Quitterie de LABBEY

9 avril 2018

Résumé

Ce monitoring trimestriel, [publié par le GRIP depuis 2011](#), a pour but de suivre la situation sécuritaire en Afrique de l'Ouest avec un accent plus particulier sur le **Burkina Faso**, la **Côte d'Ivoire**, la **Guinée**, le **Mali**, le **Niger** et le **Sénégal**. Il se penche sur les questions de sécurité interne au sens large, les tensions régionales, la criminalité et les trafics transfrontaliers.

Abstract

MONITORING OF REGIONAL STABILITY IN THE SAHEL REGION AND IN WEST AFRICA

This quarterly monitoring, [published by GRIP since 2011](#), aims to monitor the security situation in West Africa with a focus on **Burkina Faso**, **Côte d'Ivoire**, **Guinea**, **Mali**, **Niger** and **Senegal**. It examines in particular broad internal security issues, regional tensions, and cross-border and transnational crimes.

Sommaire

I - TENSIONS ET STABILITÉ RÉGIONALES.....	3
A. Burkina Faso	3
B. Côte d'Ivoire	6
C. Guinée	8
D. Mali	10
E. Niger.....	12
F. Sénégal	14
II – THÉMATIQUES ET INITIATIVES SOUS-RÉGIONALES	16
III – TERRORISME ET CRIMINALITÉ TRANSFRONTALIÈRE	18
A. Coopération antiterroriste au Sahel	18
B. Trafics et activités illégales	19
Pour aller plus loin	21

I - TENSIONS ET STABILITÉ RÉGIONALES

A. Burkina Faso

Rappel du dernier [monitoring](#) (octobre à décembre 2017)

- Mise en accusation des suspects dans l'affaire du *putsch* manqué de 2017
- Le Burkina Faso demande l'extradition de François Compaoré
- Polémique autour de l'ancien ministre de la Sécurité, Simon Compaoré
- Dépôt de l'avant-projet de nouvelle Constitution au président de la République
- Dégradation du climat sécuritaire dans le nord du pays

1. Le président Kaboré procède au troisième remaniement ministériel

Dans un contexte de grogne sociale¹, le président de la République Roch Kaboré a procédé le 31 janvier à son troisième remaniement ministériel depuis son arrivée au pouvoir. Ce [remaniement](#) doit impulser une nouvelle dynamique à l'action gouvernementale, notamment dans la mise en œuvre du Plan national de développement économique et social (PNDES). Le gouvernement devrait [mettre en place](#) un nouveau système de rémunération de la fonction publique. Parmi les changements notables, Simon Compaoré² a quitté le ministère de la Sécurité et est devenu [ministre d'État à la présidence](#). Ce changement de poste s'expliquerait par la multiplication des attaques dans le nord du pays, à la frontière avec le Mali.

2. Aggravation du climat sécuritaire : l'état-major de Ouagadougou frappé par un attentat

Toujours plus d'attaques dans le nord

De nombreuses attaques menées contre les forces de sécurité ont été enregistrées durant le premier trimestre 2018 dans le nord du pays, dans lesquelles au moins deux gendarmes et quatre assaillants ont perdu la vie : le [5 janvier](#), le [8 janvier](#), le [29 janvier](#) et le [3 février](#). On observe le même mode opératoire lors de ces incidents : des individus à moto attaquent à l'arme à feu des forces de sécurité ou des gendarmeries avant d'être mis en déroute et de s'enfuir, parfois en direction du Mali. Aucune de ces attaques n'a pu être attribuée à un groupe armé en particulier.

Des [opérations de sécurisation](#) menées dans le nord du pays par le GFAT (Groupement des Forces Antiterroristes), l'Armée de l'air, la Gendarmerie et la Police ont permis l'interpellation de 200 individus et le transfert de 33 autres à des unités de polices ou de gendarmerie. Par ailleurs, le gouvernement a annoncé des [primes](#) aux militaires pour les encourager dans la lutte anti-terroriste engagée depuis [le premier trimestre 2015](#).

Malgré ces opérations, [de nombreux habitants et de réfugiés maliens préfèrent fuir la région de Soum](#), objet d'attaques récurrentes de la part de groupes armés. Ces derniers mois, la situation s'est aggravée dans cette région du nord du pays : rien qu'entre décembre 2017 et février 2018, le CICR a dénombré 6 000 nouveaux déplacés.

1. Suite à la grève des enseignants démarrée en octobre, un [accord](#) a été trouvé le 28 janvier entre le gouvernement et le mouvement de grève. Les administrateurs civils ont également organisé une [grève](#) les 28 et 29 janvier, puis du 31 janvier au 2 février. Au sujet des mouvements sociaux au Burkina Faso, voir CARAYOL Rémi « [Au Burkina Faso, deux conceptions de la révolution](#) », janvier 2018, *Le Monde diplomatique*.

2. Pour rappel, une polémique oppose Simon Compaoré à Zéphirin Diabré, chef de file de l'opposition. Compaoré, dans une vidéo où il se montre avec une arme à feu à la main, aurait accusé Diabré d'une agression planifiée contre la famille d'un député en décembre 2017. Diabré a réaffirmé sa plainte pour « diffamation et détention illégale d'arme à feu » devant la [gendarmerie](#) le 2 janvier.

Le groupe djihadiste Ansarul Islam placé sur liste noire par les États-Unis

Les États-Unis ont [annoncé](#) le 20 février avoir placé le groupe sur la « liste noire » des groupes terroristes. Cette mesure implique des sanctions financières et un gel des transactions américaines avec le groupe. Actif dans le nord du Burkina Faso, Ansarul Islam a été mêlé à plusieurs attaques ces derniers mois³. Il aurait des [bases arrières en territoire malien](#) et ses combattants opèreraient principalement dans la province du Soum. Ansarul Islam se serait récemment rapproché du Groupe de soutien à l’islam et aux musulmans (GSIM) du malien Iyag Ag Ghali, en réponse au déploiement de la Force conjointe G5-Sahel (FCG5).

Double attaque contre l’état-major des armées et l’ambassade de France à Ouagadougou

Le 2 mars, l’ambassade de France au Burkina Faso et l’état-major des armées [ont subi deux attaques](#) quasi-simultanées à Ouagadougou. L’état-major a été frappé par un véhicule piégé qui a explosé, causant des dégâts matériels importants. La réunion du G5 Sahel qui se tenait dans les locaux de l’état-major [a peut-être été visée](#) par l’explosion, selon le ministre de la Sécurité Clément Sawadogo. À deux kilomètres de là, des hommes armés ont ouvert le feu sur des passants devant l’ambassade de France avant de tenter de pénétrer dans l’enceinte. Le [bilan](#) est de huit assaillants et de huit militaires burkinabè décédés. Parmi les blessés, on compte 61 militaires et 24 civils⁴.

Les attaques, coordonnées, ont été revendiquées par la coalition du GSIM⁵ le 3 mars. Dans son communiqué, le groupe islamiste dit [avoir agi en réponse](#) à la mort de plusieurs de ses dirigeants dans un raid de l’armée française au nord du Mali le 14 février (cf. infra), dont Hassan al-Ansari⁶.

Les services de renseignements burkinabè ont [identifié](#) Ayouri al-Battar comme étant le coordonnateur des attentats. Avec les autres membres du commando, il serait venu du Mali début février⁷. Al-Battar était déjà suspecté d’être impliqué dans l’attentat perpétré contre le café-restaurant Cappuccino à Ouagadougou le 15 janvier 2016.

Certains observateurs lient les attentats à la chute de Blaise Compaoré en 2014. D’une part, le chef du GSIM, Iyad Ag-Ghali, [aurait été](#) un proche de l’ancien président. D’autre part, le système sécuritaire du Burkina Faso se serait effondré à cause du [démantèlement](#) des services de sécurité. Depuis, des tensions profondes persistent entre gendarmes et policiers⁸.

3. Voir GHYS Morgane, [Monitoring d’octobre à décembre 2017](#), 10 janvier 2018, Note d’Analyse du GRIP ; Voir ETIENNE Margaux, [Monitoring de juillet à septembre 2017](#), Note d’Analyse du GRIP.

4. Pour rappel, la capitale avait déjà été le témoin d’une attaque le [13 août 2017](#), lorsque deux assaillants avaient ouvert le feu sur un café-restaurant, faisant 19 morts et 21 blessés (non revendiqué), et le 15 janvier 2016 lorsque 30 personnes avaient été tuées lors d’un raid du groupe djihadiste al-Mourabitoune (revendiqué par Al-Qaïda au Maghreb islamique, AQMI).

5. Le GSIM, aussi connu sous l’abréviation JNIM, regroupe des combattants d’AQMI et d’Ansar Dine.

6. Le GSIM, dirigé par Iyad Ag Ghali, [tenterait](#) un rapprochement avec le chef de l’État islamique au Grand Sahara (EIGS) Abou Walid al-Sahraoui. Ils s’étaient rencontrés en décembre 2017 et leurs hommes ont été vus ensemble à plusieurs reprises ces derniers mois près des villages de Talataye (région de Gao) et Indelimane (région de Ménaka). Ils auraient formé une alliance dans la zone Mali/Burkina Faso/Niger où la Force conjointe G5 Sahel prévoit de se déployer. Pour rappel, le GSIM est sous la bannière AQMI depuis mars 2017.

7. [L’opération Pagnali](#) de la Force conjointe G5 Sahel, qui devait permettre de reprendre le contrôle de deux zones à la frontière du Mali et du Burkina Faso, avait pris fin le 7 février.

8. Sur les conséquences des attaques du 2 mars, voir Rinaldo DEPAGNE, [Burkina Faso’s Alarming Escalation of Jihadist Violence](#), International Crisis Group, 5 mars 2018. Sur les facteurs de radicalisation en Afrique de l’Ouest, voir PNUD, [Sur les chemins de l’extrémisme en Afrique. Moteurs, dynamiques et éléments déclencheurs](#), septembre 2017.

Amnesty International alerte sur les violations des droits humains

Dans son [rapport 2018](#) sur les droits humains, *Amnesty International* alerte à propos des [violations des droits humains](#) commises par le groupe d'autodéfense koglweogo. L'ONG classe ce groupe parmi les groupes armés au même titre que le groupe Ansarul Islam. Dans l'ouest du pays, des groupes d'autodéfense, les koglweogos, prennent en charge la sécurité de la population en poursuivant et condamnant les criminels contre lesquels les services de l'État ne parviennent pas à lutter.

3. Affaires judiciaires

Suite du procès du putsch manqué de 2015

Le procès du putsch manqué du 16 septembre 2015, dans lequel Gilbert Diendéré, l'ex chef d'état-major particulier de l'ancien président Blaise Compaoré, et l'ex-ministre des affaires étrangères, Djibril Bassolé, devaient être entendus, ainsi que 83 co-accusés⁹, [a été suspendu](#) immédiatement après son ouverture le 27 février. Les avocats de la défense ont obtenu la suspension du procès en [contestant la légitimité du président du tribunal](#). En effet, celui-ci a été nommé dans le journal officiel le 22 février, or cette nomination n'est effective que 8 jours après sa publication. Le procès, qui s'est de nouveau ouvert le [21 mars](#), a été contesté par la défense en raison de nouveaux [vices de procédures](#).

Le colonel Barry condamné pour avoir tenté de déstabiliser le pays

Le colonel Auguste Denise Barry (ancien ministre du gouvernement de la Transition et proche du Colonel Zida) [a été inculpé](#), en janvier, d'« atteinte à la sûreté de l'État » et écroué à la Maison d'arrêt et de correction des armées. Il lui est reproché d'avoir voulu enclencher un [plan de déstabilisation du pays](#) le 30 décembre 2017 en créant un climat insurrectionnel afin de procéder à un coup d'État. Trois civils ont été arrêtés le 8 janvier dans le cadre de cette enquête.

Enquête sur l'ancien Premier ministre Zida pour corruption

L'ancien Premier ministre burkinabè Yacouba Isaac Zida, en exil au Canada depuis janvier 2016, [fait l'objet d'une enquête](#) portant sur des mouvements de fonds suspects après que son épouse ait été interceptée avec 208 000 € en espèces à l'aéroport d'Ottawa. Pour le moment il n'y a aucune procédure judiciaire pour des faits de corruption ou de détournement de fonds à l'encontre de Zida. Pour rappel, un [mandat d'arrêt](#) a été émis contre Zida au Burkina Faso le 18 avril 2017, pour « désertion en temps de paix et refus d'obéissance ».

Affaire Zongo/ François Compaoré : audience reportée

[L'audience](#) concernant la demande d'extradition au Burkina Faso de François Compaoré s'est finalement ouverte le 28 mars après avoir été reportée. La chambre d'instruction de la Cour d'appel de Paris annoncera sa prise de décision quant à l'extradition le 13 juin 2018. François Compaoré est [poursuivi](#) pour « incitation à assassinat » dans le cadre de la mort du journaliste Norbert Zongo en décembre 1998, soit il y a presque vingt ans.

Dé-classification des archives françaises liées à la mort de Thomas Sankara

Suite à l'annonce de dé-classification faite par le président de la République française, Emmanuel Macron, lors de sa visite à Ouagadougou en novembre 2017, le vice-président du Tribunal de Grande Instance de Paris, Cyril Paquaux, a officiellement été [désigné](#) pour exécuter une commission rogatoire internationale au Burkina Faso. Celle-ci est chargée de poursuivre les investigations au sujet de la disparition de Thomas Sankara le 15 octobre 1987, dont les circonstances mais aussi les commanditaires et exécutants sont encore inconnus.

9. La [mise en accusation](#) ouverte le 25 octobre 2017 devait infirmer ou confirmer les charges contre 107 individus. Elles ont été retenues contre 84 suspects.

B. Côte d'Ivoire

Rappel du dernier [monitoring](#) (octobre à décembre 2017)

- Retour de Guillaume Soro au pays et en politique
- Souleymane Kamagaté placé sous mandat de dépôt pour « complot contre l'autorité de l'État »
- Premier acte de la loi de programmation militaire : réduction des effectifs et réorganisation du commandement

1. Dissensions au sein de la coalition au pouvoir

L'[alliance au pouvoir](#) – le Rassemblement des houpouétistes pour la démocratie et la paix (RHDP) – qui avait été scellée par [l'accord de Douakro](#) entre cinq partis, dont le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) et le Rassemblement pour la République (RPR) se distend de plus en plus. Le PDCI opère un rapprochement avec le Front populaire ivoirien (FPI)¹⁰. Lors d'un meeting le 10 mars à Yamoussoukro, les cadres du PDCI ont laissé entendre [qu'ils ne se joindraient pas au parti unifié du RHDP](#) avant l'élection présidentielle de 2020.

2. Premières élections sénatoriales en Côte d'Ivoire

Dans un contexte de [suspicion](#) vis-à-vis de la Commission électorale indépendante (CEI), [les premières élections sénatoriales ivoiriennes](#)¹¹ se sont tenues le 24 mars, conformément à la nouvelle Constitution. Le président de la République Alassane Ouattara a publié une ordonnance présidentielle afin d'organiser les élections sénatoriales. Cette ordonnance est [controversée](#) car d'après la Constitution, il revient à l'Assemblée nationale d'adopter une loi organique dans ce cadre.

Sur le [déroulement](#) de ces élections : des grands électeurs – c'est-à-dire les conseillers régionaux et municipaux – élisent les sénateurs dans les 31 régions et deux districts de Côte d'Ivoire ; 66 sénateurs sont élus au suffrage universel indirect, soit deux par circonscription et 33 sénateurs sont nommés directement par le président de la République.

Les [résultats définitifs](#) proclamés par la Commission électorale indépendante le 4 avril donnent 50 sièges au RHDP et 16 sièges aux candidatures indépendantes. Fin mars, les 33 sénateurs restants n'avaient pas été nommés par le président.

3. Le climat sécuritaire marqué par des attaques contre les forces de sécurité

Le 4 janvier, quatre hommes ont [attaqué](#) un poste de contrôle proche du Libéria, faisant deux morts parmi les habitants. L'un des auteurs serait un ex-milicien du Front de libération du grand Ouest (FLGO). Le 12 mars, dans la même région, des hommes lourdement armés à moto [ont attaqué](#) des éléments des Forces armées de Côte d'Ivoire et de la gendarmerie, causant un mort parmi les assaillants. À Bloléquin, dans l'ouest du pays, une [émeute](#) a eu lieu le 17 février, lors de laquelle la population a saccagé la gendarmerie locale suite à un problème de racket de moto-taxi. Les incidents liés aux rackets des gendarmes sont fréquents à Bloléquin mais n'avaient jamais connu une telle violence.

À la suite de ces événements, le gouvernement [a annoncé des mesures](#) : maintien du dispositif renforcé de sécurité dans la zone, redéploiement de toutes les autorités préfectorales, déplacement de tous les gendarmes ayant plus de quatre ans de présence dans la localité (soient 18 sur 31),

10. Le 24 janvier, Bédié (PDCI) a rencontré N'Guessan (FPI).

11. La création du Sénat est l'aboutissement d'un projet de 1995 repris par le président Ouattara lors de sa campagne de 2015, inscrit dans la Constitution de la IIIe République de 2016, mais qui avait été différé à cause des [mutineries](#) de l'année 2017.

démantèlement définitif de tous les barrages anarchiques, opération de ratissage et de récupération des armes illégalement détenues dans la zone et ouverture d'un commissariat de police.

Le 6 mars, les habitants de M'Bahiakro ont [manifesté](#) contre les enlèvements et meurtres d'enfants qui connaissent une recrudescence ces dernières semaines. Depuis janvier, on compte huit cas de disparition dont trois cas de décès de mineurs. Les motifs d'enlèvements et de meurtre invoqués sont soit des motifs [religieux](#) soit l'obtention de rançons.

4. Évolutions au sein de l'armée

Suite des mutineries de l'armée de 2017

L'armée a présenté ses excuses le 4 janvier 2018 pour les [mutineries](#) de janvier et mai 2017, lorsque des militaires s'étaient mutinés pour réclamer le paiement des primes, paralysant le pays. Ce mouvement a [affaibli](#) l'armée et l'économie ivoirienne. En conséquence de ces mutineries et pour discipliner l'armée, 230 soldats et gendarmes [seront radiés](#) des forces de sécurité. L'armée a également annoncé en mars un [nouveau procédé](#) d'identification biométrique afin de prouver la nationalité des soldats.

Réforme de l'armée

Indépendamment de ces mutineries, la Côte d'Ivoire poursuit un [processus de dégraissage de l'armée](#) afin de réduire les dépenses consacrées aux salaires.

Divisions au sein de l'armée

Des tirs à l'arme lourde [ont été échangés](#) les 4 et 9 janvier à Bouaké, entre des soldats du Bass et les éléments du Centre de coordination des opérations décisionnelles (CCDO)¹², causant le [décès d'un soldat](#). La cellule de renseignements du CCDO est perçue par [certains militaires](#) comme un corps d'élite au service d'Alassane Ouattara [échappant au contrôle de l'état-major](#). Le chef des opérations et de la cellule de renseignements du CCDO, Amoudé Traoré, impliqué dans l'affaire, a été [muté](#) à la suite de ces affrontements. Cet incident a généré une véritable [crise interne dans l'armée](#).

5. Fin de la Mission des Nations unies au Libéria (MINUL)

Le 5 février a eu lieu une [cérémonie d'adieu](#) en l'honneur du personnel policier et militaire, 14 ans après le déploiement de la mission, en place depuis 2003. Le but de cette mission outre de renforcer la paix et la sécurité, l'état de droit et la gouvernance au Libéria, était également de sécuriser la frontière avec la Côte d'Ivoire. Une équipe des Nations unies restera en place pour assurer le soutien à la gouvernance au Libéria. Le mandat prendra officiellement fin le 30 mars 2018, selon la [résolution 2333 \(2016\) des Nations unies](#).

6. Évolution des procès Gbagbo et de son entourage

Nouvelles condamnations

La première étape du procès devant la Cour pénale internationale (CPI) de Laurent Gbagbo et de son ancien ministre Charles Blé Goudé [a pris fin le 19 janvier](#). Il s'agissait de la présentation des preuves dans ce procès où l'ancien président et son ancien ministre sont accusés de crimes contre l'humanité à la suite de l'élection présidentielle de novembre 2010. Le procès devrait reprendre le [9 avril 2018](#).

Le 18 janvier 2018, Laurent Gbagbo [a été condamné](#) par la justice ivoirienne à vingt ans de prison pour le « braquage » de la banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) pendant la crise post-

12. La région de Bouaké regroupe trois corps armés : le bataillon d'artillerie sol-sol (Bass), le bataillon d'infanterie et depuis 2015, le CCDO. Cette force est composée de policiers, de gendarmes et de militaires et répond des ministères de la Défense et de l'Intérieur.

électorale de 2011. Gilber Aké N’Gbo, Désiré Dallo et Justin Koné Katinan ont été condamnés à la même peine. La Cour n’ayant pas délivré de mandat d’arrêt, Aké N’Go et Dallo sont repartis libres chez eux. Des mandats d’arrêt internationaux ont été émis contre Laurent Gbagbo – actuellement jugé par la CPI – et Koné Katinan. Tous les quatre doivent payer solidairement une amende de 329 milliards de francs CFA (environ 502 millions d’euros).

La Cour d’assises d’Abidjan a prononcé le 18 janvier [une peine de quinze ans de prison](#) pour Moise Lida Kouassi – ancien ministre de la Défense – et ses trois co-accusés pour « complot contre l’autorité de l’État ». Jean Noel Abehi, ancien pilier de l’appareil sécuritaire sous Gbagbo, [a lui aussi été condamné](#), ainsi que ses [trois de ses co-accusés](#), à dix ans de prison.

Réconciliation nationale

Ouattara a déclaré être [favorable au retour de tous les exilés](#) dans le cadre du processus de réconciliation. En janvier 2018, 93 % des 45 000 exilés étaient rentrés au pays. Ouattara a en outre adopté un décret pour la libération de 4 000 détenus de droit commun¹³.

Selon un bulletin du Centre Franco-Paix, « [Les conséquences d’une gouvernance rebelle : enquête au nord de la Côte d’Ivoire](#) », le contexte politique ivoirien est cependant encore marqué par les tensions liées autour des ex-Forces nouvelles (FN).

7. Adoptions de nouvelles mesures de politique économique

À la suite du [tollé](#) provoqué par la [loi de finance 2018](#), et après un [dialogue avec le patronat](#), Alassane Ouattara a accepté [d’annuler](#) l’annexe fiscale controversée.

Le 8 janvier, le [président de la nouvelle Cour des comptes a prêté serment](#) à Abidjan. Celle-ci sera chargée de contrôler la gestion des comptes des services de l’État, des établissements publics nationaux, des collectivités territoriales, des autorités administratives indépendantes, et de tout organisme bénéficiant d’une aide de l’État ou des entreprises publiques.

C. Guinée

Rappel du dernier [Monitoring](#) (octobre à décembre 2017)

- La grève des enseignants suspendue en février
- Manifestations à Conakry contre les violences policières, contre la grève des enseignants et pour la liberté de la presse
- Poursuite du procès du massacre du 28 septembre 2009

1. Résultats des premières élections communales du 4 février

La Guinée a accueilli les [premières élections municipales](#) depuis la fin de la dictature militaire avec huit ans de retard sur le calendrier électoral¹⁴. La Commission électorale nationale indépendante (CENI) a proclamé [les résultats définitifs de l’élection](#) le 21 février. Le parti au pouvoir, le Rassemblement du peuple de Guinée (RPG), est arrivé premier en remportant 1,35 million de suffrages et 3 284 sièges, contre 893 000 voix soit 2 156 sièges pour le parti d’opposition Union des forces démocratiques de

13. Sur la justice en Côte d’Ivoire, voir IRIN [How selective justice is eroding peace in Côte d’Ivoire. Six years of post-conflict trials have wrapped up, but all those convicted were on the same side](#), février 2018 et Drissa Traoré, [Les victimes oubliées de la Côte d’Ivoire](#), *Jeune Afrique*, 23 février 2018.

14. 5,9 millions de Guinéens étaient inscrits sur les listes électorales. Les électeurs ont voté pour des conseillers municipaux pour 342 communes de 1 300 listes de partis, représentant 29 554 candidats dont 7 055 femmes, chiffre jugé « discriminatoire » par la [Cour constitutionnelle](#).

Guinée (UFDG). L'Union des forces républicaines (UFR) est arrivée en troisième place avec 190 000 voix et 447 conseillers municipaux.

Des responsables de l'opposition, notamment les anciens Premiers ministres [Sidya Touré](#) et [Cellou Dalein Diallo](#), ont dénoncé des fraudes massives. En cause : le [long délai avant](#) la publication des résultats par la CENI, lié aux retards dans la soumission des procès-verbaux par les bureaux de vote.

Les élections ont suscité des violences importantes¹⁵ dès le 5 février, les manifestants [exigeant](#) la publication des résultats de l'élection et dénonçant les [fraudes électorales](#) ainsi qu'une [justice partielle](#) dans les recours contestant les résultats. Dans la capitale, des [barricades](#) ont été élevées et les affrontements ont causé [7 morts](#) dont cinq enfants ayant péri dans un incendie volontaire, à Kalinko. [Deux autres victimes](#), ont été brûlées vives par des manifestants en guise de représailles contre cet incendie. Ils auraient appartenu à la même communauté que les personnes accusées d'avoir bouté le feu aux habitations. Au moins [50](#) interpellations ont été prononcées.

D'autres manifestations violentes ont eu lieu le [12 février](#) (deux décès parmi les manifestants), le [26 février](#) (un décès parmi les manifestants lors de la journée ville morte), le [12 mars](#) (journée ville morte), le [14 mars](#) (trois décès de manifestants), le [20 mars](#) (journée ville morte) et le [22 mars](#) (marche pacifique).

Le 7 mars, [plusieurs milliers](#) de femmes ont participé à une marche pour dénoncer les violences policières lors des manifestations politiques, répondant à un appel du parti UFDG. Les manifestations post-électorales ont causé au moins une douzaine de morts, dont certains sont tombés sous les balles des forces de l'ordre. Dans un [rapport](#), *Amnesty international* en Guinée alerte sur l'usage d'armes à feu par les forces de l'ordre, notamment contre les manifestants.

Le Conseil national des organisations de la société civile (CNOSCG) a initié une [médiation](#) le 11 mars entre le RPG et l'UFDG. Le président du CNOSCG, Dansa Kourouma, a appelé les différentes parties à faire prévaloir le respect de la loi sur l'affrontement et les violences.

4. Affaires judiciaires

Massacre du 28 septembre 2009

Les deux premiers inculpés, le général Mathurin Bangoura, actuel [gouverneur de la ville de Conakry](#), et Bienvenu Lamah, deux hauts cadres de l'armée guinéenne, ont bénéficié d'un [non-lieu](#) dans le procès du massacre du 28 septembre 2009. Ce jour-là, au stade de Conakry, la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) avait enregistré 157 morts, 89 disparitions et 109 viols. Sur les 14 accusés annoncés à la clôture de l'instruction fin 2017, seuls treize accusés devront paraître devant le tribunal. Les charges de crime contre l'humanité ont été abandonnées. Les parties civiles [ont fait appel](#) contre cette décision.

Condamnations dans l'affaire Diallo

Dans le cadre du procès de l'affaire Mohamed Koula Diallo, le journaliste tué en février 2016 lors d'affrontements entre militants de l'UFDG dans la banlieue de Conakry, Tchiâng'guël a été [condamné](#) à perpétuité. Alphadio et Amadou Saïdou Barry ont été déclarés coupables de coups et blessures volontaires et condamnés à deux ans de prison et un million de francs CFA (€ 1 524) d'amende chacun.

Commémoration des exécutions de masse sous Sékou Touré

Le 25 janvier, des centaines de personnes ont assisté à Conakry à la [commémoration](#) des exécutions de masse sous le président Sékou Touré. Durant sa présidence, de 1958 à 1984, 50 000 personnes ont

15. Pour aller plus loin sur les violences électorales, voir la [tribune](#) de Jeune Afrique ; Gorée Institute, « [Violence électorale en Guinée, au Sénégal et au Togo](#) », 2015 ; et Armed Conflict Location & Event Data Project, [Protests in Guinea](#), 23 mars 2018.

été torturées, fusillées, pendues ou ont « disparu » en détention, selon des associations de victimes et organisations des droits de l'homme. Les victimes [attendent](#) toujours justice.

5. Fin de la grève des enseignants

Après une [grève](#) de trois semaines interrompue fin 2017, les enseignants ont repris la grève le 12 février à l'appel d'une faction du Syndicat libre des enseignants et chercheurs de Guinée (SLECG). Les grévistes exigent une augmentation de salaire et de meilleures conditions de travail. Des manifestations violentes ont eu lieu les [19 février](#) (un gendarme tué) et [12 mars](#) (journée ville morte).

Le 14 mars, un [accord](#) a été trouvé avec le SLECG dans le cadre de la [négociation](#) avec le gouvernement. Ce dernier versera une augmentation de 40 % des salaires des enseignants, comme cela était exigé par le syndicat des enseignants. En outre, il n'y aura [pas de sanction](#) pour fait de grève.

D. Mali

Rappel du dernier [Monitoring](#) (octobre à décembre 2017)

- Le gouvernement de Abdoulaye Idrissa Maïga démissionne
- Stagnation de la mise en application de l'accord de paix
- Recrudescence des attaques dans le centre et le nord du pays et suspension des activités humanitaires
- Rapprochement entre le GSIM et l'EIGS

1. Préparation des élections présidentielles

Mi-février, le Premier ministre Soumeylou Boubèye Maïga a confirmé que le premier tour des élections présidentielles se tiendrait le 29 juillet 2018. Le gouvernement prévoit de déployer un [dispositif de sécurité](#) dans le nord et le centre du Mali¹⁶, de mobiliser 500 millions de francs CFA (€ 760 000) et de rétablir l'administration sur l'ensemble du territoire d'ici les élections. Dans ce but, le Premier ministre a effectué une [visite officielle](#) à Tessalit puis à Kidal les 22 et 23 mars, la première depuis [quatre ans](#). En outre, l'Union européenne déploiera une [mission d'observation](#) électorale¹⁷.

À ce stade, des [candidats](#) continuent de se dévoiler, même s'il reviendra à la [Cour constitutionnelle](#) de valider les candidatures.

2. Mise en œuvre de l'accord de paix

Le Premier ministre a effectué son [premier voyage à l'étranger](#) depuis sa nomination début janvier. Il s'est rendu en Algérie, accompagné des ministres de la Défense et des Affaires étrangères. L'objectif de la rencontre était de s'entendre sur le renforcement de la coopération bilatérale et d'accélérer la mise en œuvre de l'accord de paix inter-malien qui peine à être appliqué. Pour rappel, l'Algérie est parfois accusée de laisser les djihadistes franchir sa frontière sud vers le Mali et est très [critiquée](#) pour son absence dans la Force conjointe G5 Sahel¹⁸.

16. Sur la dégradation du climat sécuritaire, lire Dorina BEKOE, [Africa's Most Challenging Elections in 2018](#), Centre africain des études africaines, 16 février 2018 et [« Le Mali veut organiser une élection présidentielle alors que la situation sécuritaire est pire qu'en 2013 »](#), Le Monde, 26 février 2018.

17. Voir Federico SANTOPINTO [« L'UE, la CEDEAO et l'observation électorale en Afrique de l'Ouest »](#), GRIP, 20 Mai 2015.

18. Une [manifestation](#) a dégénéré le 12 mars devant l'ambassade algérienne à Bamako. De jeunes Maliens se plaignaient des [mauvais traitements](#) que subissent les migrants en Algérie. La manifestation à Bamako suit une nouvelle vague d'arrestations massives de migrants originaires de pays d'Afrique subsaharienne en Algérie, les 11 et 12 mars.

Le Conseil de sécurité des Nations unies a accordé jusqu'à fin mars aux parties maliennes pour montrer des avancées dans l'application de l'accord de paix signé en 2015, faute de quoi elles s'exposeront à des sanctions pour obstruction¹⁹. Le Secrétaire général des Nations unies Guterres a [annoncé](#) la constitution d'une commission d'enquête internationale sur de graves infractions aux droits de l'Homme commises au Mali depuis 2012. La France, de son côté, est prête à imposer des [sanctions](#) contre les réfractaires à l'application de l'accord.

3. Sécurité : montée des violences intercommunautaires

Conflits et violence intercommunautaires

Depuis le début de l'année 2018, le pays connaît de nombreux [affrontements intercommunautaires](#) dans le cercle de Koro. Au moins [25 personnes seraient mortes](#) dans ces violences au cours de la semaine du 5 mars selon le président de l'association Tabital Pulaaku – qui regroupe les communautés peuls du Mali (aucun bilan officiel n'a été fourni par les autorités de Bamako)²⁰. Selon les experts, ces [conflits](#), qui impliquent notamment des Dozos et des Peuls, menacent la cohésion sociale²¹. En outre, les populations civiles [font les frais](#) de la guerre entre djihadistes présumés et forces des armées régulières.

Les Peuls ont [manifesté](#) le 15 mars contre les amalgames qui les associent aux groupes djihadistes depuis l'émergence du Front de libération du Macina en 2015, un groupe terroriste composé essentiellement de Peuls. Les manifestants ont protesté contre les exactions de l'armée et des chasseurs Dozos dont ils sont victimes²².

Par ailleurs, la région de Gao a connu [deux semaines de tensions](#) entre les communautés songhaï et arabe à la suite de la découverte des corps de deux jeunes Arabes flottant sur le fleuve Niger fin février.

Des [analystes](#) affirment que le soutien local des campagnes islamistes augmente dans le centre du pays alors que la révolte contre l'État grandit. Presque 400 écoles ont été fermées sous la menace des extrémistes religieux et moins d'un tiers des postes de service public dans le nord et le centre du Mali étaient occupés à la fin 2017. Ce vacuum a laissé la place aux islamistes qui se présentent comme des [alternatives](#) à un État inefficace qui s'est rendu responsable de bavures importantes²³.

Attaques des groupes armés

Les [attaques quotidiennes](#) se poursuivent contre les soldats et civils dans le centre et le nord du Mali²⁴. Parmi ces attaques, des actes de banditisme envers les civils mais aussi des embuscades de groupes armés contre l'armée malienne, les soldats de l'opération Barkhane et des Casques bleus de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA). On dénombre beaucoup de blessés suite aux explosions de mines anti personnelles. Parmi les attaques les plus violentes : le 25 janvier une attaque à l'arme lourde contre les soldats maliens a fait 9 morts et un blessé dans la région de Ségou ; le même jour l'explosion d'un car de transport dans la région de

19. Le [17 février](#) des affrontements entre un détachement du Groupe autodéfense touareg Imghad et alliés (GATIA) et du Mouvement pour le salut de l'Azawad (MSA) avec des présumés djihadistes dans la région de Gao ont fait dix morts parmi les djihadistes et trois blessés pour le GATIA.

20. Yvan GUICHAOUA et Mathieu PELLERIN : "[Making Peace, Building the State Relations between central government and the Sahelian peripheries in Niger and Mali](#)" Etude de l'IRSEM n°51, 2018.

21. Adib BENCHERIF « [De la question touarègue aux mémoires du conflit : pour une réconciliation malienne](#) », Centre Franco-Paix, février 2018.

22. Voir Anca-Elena URSU « [Obtenir justice dans un climat d'insécurité. Initiatives politiques de renforcement des systèmes coutumiers et d'atténuation des conflits dans le centre du Mali](#) », Clingendael, février 2018.

23. Trois journalistes de Maliactu ont été [enlevés et séquestrés](#) le 21 février, puis relâchés le 26 février. Sur le rôle du processus de décentralisation dans la gestion des conflits au Mali, voir « [Crise Malienne : renforcer l'appareil d'État et la décentralisation](#) », article du blog de Médiapart.

24. Voir Aurélie CAMPANA « [Entre déstabilisation et enracinement local. Les groupes djihadistes dans le conflit malien depuis 2015](#) » Centre Franco-Paix, mars 2018.

Mopti a causé la mort de 26 civils maliens et burkinabé ; le 27 janvier une attaque contre un camp militaire malien dans la région de Mopti a fait 31 morts et 22 blessés ; le 27 un autre camp militaire malien a été attaqué à Menaka, on compte 6 morts et 4 blessés ; le 31 janvier un véhicule de l'armée malienne a sauté sur une mine dans la région de Gao, faisant 3 morts et 7 blessés ; le 2 février une attaque dans la région de Gao a fait 8 morts parmi les civils et les assaillants et 4 civils ont été enlevés ; le 9 février un véhicule civil a sauté sur une mine dans la région de Mopti, faisant 7 morts et 18 blessés ; le 27 février 6 soldats de l'armée malienne ont perdu la vie dans les mêmes circonstances dans la région de Ségou, ainsi que 4 Casques bleus le 28 février, et quatre ont été blessés ; le [28 mars](#) une attaque à l'arme à feu dans un hôtel de la région de Mopti a fait deux morts.

Les [combats](#) des forces étrangères et maliennes contre les groupes armés djihadistes se poursuivent. Le 13 février, la force Barkhane a attaqué deux bases djihadistes à la frontière algérienne, faisant dix morts et 14 prisonniers parmi les djihadistes. Le 18 février, les affrontements entre la force Barkhane et des présumés djihadistes ont fait cinq morts dans la région de Kidal. Le 25 février, des affrontements à la frontière Mali-Niger entre une patrouille GATIA-MSA et des présumés membres du groupe d'Adnan Abou Walid ont fait dix morts côté terroristes. Pour lutter contre les djihadistes, l'armée a interdit début février la circulation des motos et des pick-up dans certaines localités dans la région de Ségou, Mopti et de Tombouctou. Le 2 mars, le gouverneur de la ville de Gao [a décidé](#) d'un couvre-feu pendant une semaine et annoncé l'interdiction de circuler avec des armes à feu.

6. Montée de la grogne dans l'armée

36 gendarmes de la Force d'action rapide ont été [arrêtés](#) pour désertion le 19 janvier. La Force, créée en septembre 2017, est une [troupe d'élite](#) de la gendarmerie malienne qui intervient dans des zones à risque, notamment dans le centre du pays.

7. Affaires judiciaires

Le gouvernement du Mali [enquête](#) sur une affaire dans laquelle l'armée aurait kidnappé et exécuté sept civils dans le centre du pays mi-février. Le gouvernement a reconnu que des personnes avaient trouvé la mort dans des opérations de recherche (*search and sweep*) dans le centre du Mali et a annoncé la poursuite de ces opérations dans le respect des droits de l'Homme et du respect du droit humanitaire international.

La CPI a [confirmé](#) en appel le 8 mars l'ordonnance de réparation aux victimes de la destruction des mausolées de Tombouctou. L'ancien djihadiste malien d'Ansar Dine, Ahmad Al-Faqui Al-Mahdi, avait été [condamné](#) en août 2017 à neuf ans de prison et à payer 2,7 millions d'euros de réparations. Al-Mahdi ayant été déclaré indigent, c'est le Fonds au profit des victimes, financé par les pays signataires du traité de Rome, qui va se charger des dédommagements.

Un ancien membre présumé d'Ansar Dine, Al Hassan, [a été remis](#) à la CPI le 31 mars. Il est accusé de crimes contre l'humanité et crimes de guerre commis à Tombouctou entre avril 2012 et janvier 2013. Son audience de première comparution est prévue pour le 4 avril 2018.

E. Niger

Rappel du dernier [Monitoring](#) (octobre à décembre 2017)

- Réformes judiciaires au niveau régional et mise en place d'une Commission électorale nationale indépendante (CENI)
- Manifestations contre le projet de loi des Finances 2018 et grève des enseignants et des étudiants
- Contexte sécuritaire tendu

1. Ouverture du procès du putsch de décembre 2015

Dans ce [procès](#) d'une dizaine de militaires et un civil – le fils du général Salou Souleymane, ancien chef de l'état-major des armées – trois militaires ont été [condamnés](#) à dix ans de prison, et deux autres militaires et le fils de Souleymane à cinq ans de prison. Pour rappel, en décembre 2015, les autorités

avaient annoncé avoir déjoué un coup d'État et arrêté des militaires et des civils, dont des opposants. Les officiers arrêtés auraient prévu d'abattre l'avion présidentiel le 18 décembre 2015. En mars 2017, tous les civils sauf un avaient bénéficié d'un non-lieu.

2. Manifestations contre la loi de Finances 2018 et contre la présence militaire étrangère

Dans le contexte de l'adoption de la loi de Finances 2018, les manifestations se sont poursuivies durant toute le premier trimestre. Les détracteurs de la loi [protestent](#) principalement contre l'introduction de nouvelles taxes, qui pénaliseraient entre autres les affaires économiques. Depuis la manifestation du [31 décembre](#) 2017 à Niamey, de nouvelles manifestations ont eu lieu le [14 janvier](#) à Niamey, à Zinder dans le centre du pays et à Dosso dans le sud du pays. Le [28 janvier](#), 3 000 personnes ont de nouveau manifesté. Le [4 février](#) et le [25 février](#), plusieurs milliers de personnes sont de nouveau sortis dans les grandes villes du pays (Niamey, Zinder, Maradi, Tillabéri, Tahoua, Dosso) pour demander l'abrogation de la loi de Finances et le départ des forces étrangères basées dans le pays. Le 11 mars, plusieurs milliers de personnes ont à nouveau [protesté](#) à Niamey. Le 25 mars, des [affrontements](#) ont eu lieu entre forces de l'ordre et manifestants qui demandaient l'abrogation de la loi. À la suite de ces manifestations, six leaders de la société civile et treize manifestants sont [toujours en prison](#) en attendant d'être jugés.

Le 4 mars, une contre-manifestation soutenant le gouvernement a rassemblé des [milliers](#) de personnes à Niamey.

3. Grève des enseignants

Après trois mois de manifestations, un [accord](#) a été trouvé le 17 mars entre les enseignants et le gouvernement qui s'est engagé à assurer la sécurité des enseignants. Le 4 janvier, les enseignants contractuels avaient [manifesté](#) devant le ministère de la Fonction publique afin de réclamer de meilleures conditions de travail, le paiement des arriérés de salaires et la réintégration de leurs collègues remerciés.

Entre le 20 février et le 17 mars, l'université de Niamey a été [paralysée](#) par une grève des enseignants chercheurs qui [protestaient](#) contre les dérives violentes de deux organisations étudiantes. Le [7 février](#), un enseignant avait en effet été agressé par des étudiants liés à l'Union des étudiants nigériens de l'université de Niamey et à la Commission des affaires sociales et de l'ordre.

4. Sécurité : poursuite des attaques de Boko Haram

Le 18 janvier, 7 soldats ont été tués et 17 blessés dans une [attaque](#) attribuée à [Boko Haram](#) dans le sud-est du Niger, proche de la frontière avec le Nigéria. Elle est intervenue 24 heures après la reddition de 28 combattants de Boko Haram²⁵. D'autres attaques dirigées contre les forces de sécurité ont eu lieu le [22 janvier](#) dans la zone de Say, le [29 janvier](#) dans le sud du pays et le [12 mars](#) dans la région de Tillabéri à 40 km de Niamey, [première fois](#) depuis deux ans qu'une attaque si proche de la capitale entraînait mort d'homme²⁶.

Selon [les Nations unies](#), au cours de l'année 2017, Boko Haram a fait 141 victimes civiles tuées, enlevées ou blessées, soit la moitié des cas enregistrés en 2015 et 2016 dans le sud-est du Niger. Le groupe terroriste, qui mène des actions dans le pays depuis le 6 février 2015, semble affaibli par les actions de la force régionale regroupant le Niger, le Nigeria, le Tchad et le Cameroun.

25. Depuis fin décembre 2016, le gouvernement nigérien [encourage](#) les combattants de Boko Haram à se rendre aux autorités. À ce jour 200 Nigériens se sont rendus aux autorités et sont hébergés dans un centre à Diffa.

26. Savannah de TESSIERES « [At the crossroads of Sahelian conflicts. Insecurity, Terrorism and Arms Trafficking in Niger](#) », Small Arms Survey, janvier 2018. Sur les tendances sécuritaires au Niger, voir Sebastian ELISCHER « [Defying the odds ? Nigerien responses to foreign and domestic security challenges](#) » Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, 2018.

L'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS), dirigé par al-Sahraoui, a [affirmé](#) le 12 janvier être responsable de l'attaque du 4 octobre qui avait tué quatre soldats américains en patrouille avec des forces nigériennes dans la région de Tongo-Tongo.

Le Pentagone a mené une [enquête militaire](#) sur cette attaque. Le rapport, qui n'a pas été rendu public, souligne une série d'[erreurs](#) commises par l'armée américaine dans les événements qui ont mené à la mort des soldats américains. Le Pentagone demanderait la réduction des missions de terrain en Afrique de l'Ouest.

4. Lutte antiterroriste

Le président du Niger, Mahamadou Issoufou a annoncé début janvier un [programme](#) de renforcement de l'armée et la création d'infrastructures militaires pour améliorer la lutte contre les organisations terroristes et criminelles, notamment les groupes djihadistes sahéliens et Boko Haram. Le président avait [annoncé](#) en novembre 2017 vouloir autoriser les États-Unis à armer leurs drones présents dans le pays, qui effectuaient jusqu'alors des missions de surveillance.

5. Renforcement de la lutte contre l'émigration²⁷

Le Parlement italien a entériné le 17 janvier une [mission d'entraînement](#) au Niger dans le cadre de la coopération migratoire²⁸, comme [annoncé à la fin de l'année 2017](#). D'abord 120 puis 470 militaires et 150 véhicules seront déployés sur le territoire. L'objectif visé est de renforcer le contrôle du territoire et des frontières ainsi que de former les forces de police locales²⁹. Le gouvernement nigérien a, quant à lui, [nié](#) avoir été consulté à ce sujet par l'Italie. Cela ne semble pas remettre en cause la mission.

La ville d'Agadez connaît une [forte pression](#), en partie à cause de fausses rumeurs sur un passage facile vers l'Europe à partir de ce point. D'autre part, le ministre de l'Intérieur nigérien [a réagi](#) le 21 février face aux expulsions de migrants ouest-africains de l'Algérie vers le Niger, alertant sur le fait que le centre de transit des migrants ouest-africains à Agadez arrive à la limite de ses capacités. Seul un tiers des [personnes accueillies](#) dans ce centre sont des ressortissants nigériens.

F. Sénégal

Rappel du dernier [Monitoring](#) (octobre à décembre 2017)

- Levée de l'immunité parlementaire de Khalifa Sall
- Le Sénégal élu au Conseil des droits de l'Homme des Nations unies
- Redynamisation de la coopération militaire avec le Mali

1. Avancée des affaires judiciaires

Karim Wade

Un [rapport](#) réalisé en 2013 par un consultant de la Banque mondiale, avant la condamnation de Karim Wade en 2015, exclut tout lien entre Karim Wade et l'homme d'affaires Ibrahim Aboukhalil. Il invalide la théorie de la Commission de répression de l'enrichissement illicite (CREI), qui avait condamné Wade.

27. Une « [conférence sur la coordination pour la lutte contre les trafiquants de migrants](#) » a abouti à la « déclaration de Niamey » le 16 mars. Plusieurs engagements ont été pris : renforcer la coopération judiciaire, améliorer les capacités techniques des forces de sécurité, renforcer les contrôles aux frontières, protéger les migrants en situation irrégulière, et s'attaquer aux réseaux de passeurs.

28. Selon [l'Organisation internationale des migrations](#), deux fois moins de migrants africains ont tenté de traverser la mer Méditerranée pour s'installer en Europe en 2017 par rapport à 2016.

29. Sur les migrations en 2018, notamment l'évolution de la politique conjointe de l'Union européenne et de l'Union Africaine, voir Tania CARAS, « [Cinq tendances migratoires à suivre en 2018](#) », 17 janvier 2018, IRIN. Sur les conséquences de la politique migratoire négociée par l'UE avec les pays africains, voir la tribune de Pierre VERBEEREN, directeur de Médecins du Monde : « [Un accord funeste entre l'UE et le Niger](#) », Libre Belgique, 24 janvier 2018.

L'auteur de ce rapport, Jean-Louis Hérail, conseiller technique à la Banque mondiale, plaide à l'époque en faveur d'un non-lieu ou d'une liberté provisoire au bénéfice des inculpés. L'existence de ce rapport confidentiel a été révélée en février 2018. Jusqu'à présent, aucun démenti officiel n'a été formulé par les autorités sénégalaises³⁰.

De son côté, mi-mars, la Cour d'appel de Paris a [refusé de condamner](#) Karim Wade pour « enrichissement illicite », car ce motif n'a pas d'équivalent dans le droit français. Le parquet national financier du Sénégal avait demandé en 2015 la saisie de plusieurs biens, dont deux appartements dans le 16^e arrondissement de Paris.

Procès de Khalifa Sall

L'immunité parlementaire de l'ancien maire de Dakar Khalifa Sall [ayant été levée](#) fin 2017, le procès s'est finalement ouvert le 23 janvier après avoir été reporté deux fois (le 14 décembre 2017 puis le 3 janvier 2018). Khalifa Sall a [dénoncé](#) un procès politique.

Sur les sept années de prison et les 5,5 milliards de francs CFA (€ 8,4 millions d'euros) requis par le [procureur](#), Khalifa Sall a finalement été condamné à cinq ans de prison et à payer cinq millions de francs CFA d'amende (€ 7 600) pour « escroquerie sur des deniers publics ». Il a cependant été relaxé pour « détournement de deniers publics ».

2. Une tuerie en Casamance relance les débats sur le trafic de bois et les groupes armés

Le 6 janvier, 14 personnes [ont été tuées](#) dans une forêt de Casamance, à Bofa Bayotte. Les victimes, soupçonnées d'être mêlées à du trafic de bois précieux se seraient rendues dans la forêt pour y chercher du bois et auraient été attaquées par un groupe d'hommes non identifiés. Les soupçons sont fondés sur le fait que des membres de comités villageois de défense de la forêt ont [récemment été condamnés](#) pour avoir molesté des trafiquants de bois précieux³¹. Une enquête a été lancée, dans laquelle 22 personnes [ont été arrêtées](#) le 14 janvier. Parmi elles, quatre sont des membres d'un comité villageois de surveillance des forêts. Le 19 janvier, 16 des 22 suspects ont été inculpés pour « assassinat et participation à un mouvement insurrectionnel », « association de malfaiteurs, assassinat, participation à un mouvement insurrectionnel et détention d'armes sans autorisation ».

Si le mouvement indépendantiste Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC) a [condamné](#) cette tuerie, un responsable du MFDC, Salif Sadio, a [critiqué](#) l'arrestation de « civils innocents » et a demandé leur libération.

L'armée a par ailleurs déployé un dispositif pour sécuriser la zone et traquer les bandes armées. De violents affrontements ont eu lieu entre l'armée sénégalaise et des groupes armés. Notamment le [14 janvier](#) (un mort présumé du MFDC), [17 janvier](#) (un mort), le [20 janvier](#) (un mort rebelle) et le [5 mars](#) (un soldat tué). Afin de renforcer de la répression du trafic de bois en Casamance, le président Macky Sall a [ordonné](#) la suspension de toutes les autorisations de coupe de bois et la révision sans délai du Code forestier.

3. Décès du calife général des Mourides

Le calife général des Mourides, Serigne Sidy Mokhtar Mbacké [est mort le 9 janvier](#) et Serigne Mountakha Bassirou Mbacké a été désigné le 10 janvier comme son successeur. La confrérie mouride possède une forte [influence](#) sur la politique au Sénégal : son leader spirituel est très consulté dans la

30. [Condamnés](#) en 2015 à six ans de prison et plus de 210 millions d'euros d'amende pour avoir acquis illégalement 178 millions d'euros, les deux hommes ont été graciés en 2016 par Macky Sall. Les opposants du président Sall accusent la CREI d'avoir délibérément dissimulé ce document, qui innocente, selon eux, Karim Wade.

31. Haïdar El Ali, ancien ministre de l'Environnement, [estime](#) que chaque année, 5 000 conteneurs de bois de vène quittent les ports gambiens pour la Chine, ce qui représente 140 milliards de francs CFA (environ 21 millions d'euros). Voir Nina KROTOV-SAND et. al., [La criminalité environnementale en Afrique de l'Ouest : pratiques et enjeux](#), GRIP, 14 décembre 2016.

sphère politique. La confrérie joue également un rôle important en assurant un enseignement coranique.

4. Manifestation pour la démocratie

Un millier de manifestants, représentés par le PDS et ses alliés, [sont sortis dans les rues](#) le 9 février pour réclamer des élections démocratiques et non « partisans, claniques et politiciennes » en 2019.

5. Incidents frontaliers liés à la pêche

La pénurie de poissons dans les eaux sénégalaises³² pousse les pêcheurs à s'aventurer de plus en plus loin dans les eaux territoriales voisines. Par ailleurs, le non-renouvellement des accords de pêche entre le Sénégal et la Mauritanie en 2016 – faute d'un protocole d'entente sur l'accord de pêche conclu en 2001 – provoque de nombreux incidents à la frontière entre les deux pays. Les garde-côtes mauritaniens ont ainsi ouvert le feu, dans les eaux mauritaniennes, sur un bateau à bord duquel se trouvaient 90 Sénégalais, provoquant [la mort de l'un d'entre eux](#). Cet incident a entraîné plusieurs [manifestations](#) dans la ville côtière de Saint-Louis fin janvier. Le gouvernement sénégalais a condamné l'incident et a appelé les pêcheurs ressortissants à rester dans les eaux territoriales du Sénégal. Un protocole d'accord entre les deux pays est en cours d'élaboration et devrait voir le jour [début avril](#) 2018.

Par ailleurs, le 13 février, onze bateaux de pêche sénégalais [ont été arraisonnés](#) au large de la Guinée-Bissau malgré l'existence d'un accord liant les deux pays.

II – THÉMATIQUES ET INITIATIVES SOUS-RÉGIONALES

1. Évolutions de l'Union africaine

Le 30^e [sommet de l'Union africaine](#) (UA) s'est tenu du 22 au 29 janvier. Paul Kagamé a pris la suite d'Alpha Condé dans la fonction de président de l'organisation. Parmi les [décisions](#) adoptées figurent l'autofinancement de l'UA à travers une taxe de 0,2 % sur certaines importations et la généralisation d'un marché unique du transport aérien sur le continent africain appelé « l'Open sky »³³.

Le projet de zone de libre-échange signé par 44 États africains lors d'une réunion extraordinaire de l'UA au [sommet de Kigali](#) le 22 mars comprend [quatre accords et entrera en vigueur après avoir été ratifié à l'échelle nationale par les pays signataires](#). Le [but](#) de la zone de libre-échange est de faire disparaître progressivement les droits de douane entre pays membres pour favoriser le commerce au sein du continent et permettre de s'affranchir d'un système économique trop centré sur l'exploitation des matières premières.

2. Vers une monnaie unique en Afrique de l'Ouest

Après [l'annonce](#) en octobre 2017 que le calendrier de la mise en place de la monnaie unique ne serait pas tenu, les États membres ont établi une nouvelle feuille de route lors d'une [réunion](#) de la CEDEAO. L'année de mise en circulation de la nouvelle monnaie unique reste 2020, mais les critères de convergence ont été [réduits](#) de onze à six et un Institut monétaire de la CEDEAO sera créé en 2018 pour fédérer les institutions existantes. Cela devrait permettre un lancement graduel de la monnaie unique.

32. Au sujet de la [surpêche](#), Pauline GUIBBAUD, [Pêche illicite : quel avenir pour l'Afrique de l'Ouest ?](#), GRIP, 4 août 2014. Voir aussi le film documentaire « Mareyeurs » de Francesco Congiu sorti en janvier 2018 en Italie ; Centre d'études stratégiques de l'Afrique, André Standing, [La criminalité dans la pêche commerciale en Afrique : une menace pour la sécurité humaine](#), Bulletin de la sécurité africaine n°33

33. International Crisis Group, [Sept priorités pour l'Union africaine en 2018](#), briefing n°135, 17 janvier 2018.

3. Présence turque en Afrique de l'Ouest

La 2^e conférence ministérielle « Turquie-Afrique » a eu lieu le 12 février 2018 à Istanbul. Cette conférence [prépare](#) le troisième sommet de partenariat entre la Turquie et l'UA attendu en 2019. Le même mois, Istanbul a accueilli le forum économique de la CEDEAO. En février également, le président turc [s'est rendu](#) dans quatre pays africains : Algérie, Mauritanie, Sénégal et Mali.

Depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP du président Erdogan, la présence turque [s'est accrue](#) au sud du Sahara. Au début des années 2000, le volume d'échanges était d'environ cent millions de dollars, contre vingt milliards aujourd'hui. L'influence turque se manifeste par des accords économiques³⁴, par la diplomatie³⁵, le militaire (base turque en Somalie en octobre 2017, future base au Soudan), humanitaire (Darfour et Somalie), et par l'éducation³⁶.

4. Les crimes sexuels gagnent en visibilité

Au Burkina Faso, le parquet [examine](#) depuis février le cas d'une vidéo de viol collectif sur mineure circulant sur les réseaux sociaux.

La police malienne de son côté [a procédé à de nombreuses arrestations](#) en février pour des violences sexuelles. À Bamako, plusieurs personnes ont été arrêtées pour le viol d'une fille mineure, dont dix associations locales avait exigé l'interpellation. À Bamako aussi, trois personnes ont été arrêtées pour un viol collectif. Un homme de 75 ans a été arrêté pour pédophilie. Six personnes ont été interpellées pour vidéo à caractère pornographique. Dans ce contexte, treize associations maliennes, notamment l'Association malienne de défense des droits de l'homme, réclament des sanctions exemplaires et l'adoption de lois sur les violences de genre au Mali.

À l'occasion de la journée internationale des droits des femmes, plusieurs articles ont été publiés sur les crimes sexuels. *Jeune Afrique* a notamment publié un article sur l'« [espoir que les langues se délient](#) » au sujet des violences sexuelles. L'article cite notamment un [rapport](#) de la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) sur les crimes sexuels comme armes de guerre, publié en décembre 2017. Le journal *Afrik* a rappelé dans un article les chiffres records [d'excision](#) enregistrés en Guinée³⁷.

5. Empowerment des femmes

Le premier [syndicat des femmes](#) d'Afrique de l'Ouest a vu le jour en Côte d'Ivoire. Le Réseau des femmes syndicalistes de Côte d'Ivoire (REFSY-CI) sera chargé de porter les revendications des femmes auprès des pouvoirs publics, avec comme priorité la formation de ses adhérents au militantisme féminin, avec l'aide de la fondation allemande Friedrich Herbert-Stiftung.

34. Le 2 février, la société turque *Ayka Textile* a annoncé son intention de construire un [complexe industriel](#) pour la fabrication de vêtements au Burkina Faso dont le lancement de la production est attendu en 2020.

35. En décembre dernier, Erdogan s'était rendu au Soudan, au Tchad et en Tunisie.

36. Dans un article paru février, *Mediapart* évoque « [l'ambition turque](#) » en Afrique, qui passe entre autres par l'influence sur l'enseignement. Plus de trente écoles accusées d'appartenir au réseau Gülen, réparties dans toute l'Afrique, ont été reprises en main ou fermées à la demande d'Ankara. Le mouvement Gülen est accusé d'avoir commandité le coup d'État de juillet 2016 en Turquie.

37. Comparaison des taux d'excision sur la région : Guinée : 96 % ([2018](#)) ; Mali : 91 % ([2013](#)) ; Sénégal : 47 % ([2016](#)) ; Côte d'Ivoire : 35 % (2017) ; Burkina Faso : 31 % ([2015](#)) ; Niger : 2,2 % ([2006](#)).

III – TERRORISME ET CRIMINALITÉ TRANSFRONTALIÈRE

A. Coopération antiterroriste au Sahel

1. Force G5 Sahel ³⁸

Le 15 janvier, les ministres de la Défense des membres du [G5 Sahel se sont rencontrés](#) à Paris afin d'établir une [feuille de route](#) et un calendrier des opérations. Des représentants des Nations unies, de l'Union africaine et de l'Union européenne étaient également présents.

L'opération Pagnali – la [deuxième opération](#) de la Force – a pris fin le 6 février après avoir atteint ses objectifs. Il s'agissait de sécuriser une zone de 50 km le long de la frontière commune entre le Mali et le Burkina Faso. À la même date, Mahmadou Issoufou a pris la tête du G5 Sahel pour [une année de présidence](#).

Les pays du G5 Sahel [se sont dotés](#) d'un fonds fiduciaire le 8 janvier, pour accompagner et gérer les fonds importants pour supporter la Force dans la lutte contre le terrorisme dans le Sahel.

Le 23 février, les membres du G5 Sahel se sont [réunis](#) à Bruxelles en présence du président français Macron et de la chancelière allemande Merkel ainsi qu'une trentaine de chefs d'État. Chaque pays membre du G5 contribue respectivement à dix millions d'euros, l'Arabie saoudite contribue à hauteur de 100 millions d'euros, les Émirats arabes Unis à 30 millions d'euros, la France à 8 millions, les États-Unis à 60 millions et l'Union européenne à 100 millions (cette dernière a donc [doublé](#) sa contribution par rapport à ce qu'elle avait annoncé). Ainsi, la Force [a atteint son objectif de financement](#), à savoir 414 millions d'euros. Le président Issoufou [a rappelé](#) que 75 millions d'euros devront être mobilisés chaque année.

2. Évolution EUTM Mali

Madrid marque sa volonté d'être présente dans les missions et opérations de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) : l'espagnol Enrique Millan Martinez a [remplacé](#) le général de brigade belge Bart Laurent à la tête de la Mission de formation de l'Union européenne au Mali (EUTM).

3. Coopération au sein de l'opération Barkhane

Lors du sommet franco-britannique du 18 janvier, le Royaume-Uni a annoncé sa contribution à l'opération Barkhane. Les forces britanniques [mettent à disposition](#) trois hélicoptères *Chinook* CH-47 et un avion C-17. La Grande-Bretagne est le 4^e pays européen à s'engager concrètement dans le Sahel. Cette coopération est emblématique de l'ambition française de créer une capacité militaire conjointe européenne selon le [Telegraph](#). L'Estonie a quant à elle [décidé](#) du déploiement de 50 soldats dans le cadre de l'opération Barkhane.

4. Ouverture d'un Centre ouest-africain de coordination d'alertes précoces

Le Burkina Faso [a inauguré début février un centre national](#) pour la coordination du Mécanisme d'alerte précoce et de réponse contre l'insécurité sous toutes ses formes. Il s'agit d'une initiative de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Après le [Mali](#) et le Libéria, le Burkina Faso est le 3^e pays de l'espace CEDEAO à disposer d'un centre d'alerte précoce afin de mieux [prévenir les conflits](#) et de faciliter les interventions pour désamorcer les crises au niveau national. Il est aussi [prévu](#) que la Côte d'Ivoire et la Guinée-Bissau ouvrent respectivement un centre.

38. International Crisis Group « [La Force du G5 Sahel : trouver sa place dans l'embouteillage sécuritaire](#) », 12 décembre 2017.

B. Trafics et activités illégales

1. Alliances de groupes terroristes

D'après les sources burkinabè, les cadres d'Ansarul Islam [se seraient récemment rapprochés](#) des lieutenants locaux du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) du malien Iyag Ag Ghali, [à l'image](#) de l'État islamique au grand Sahara (EIGS) d'Abou Walid Al-Sahraoui³⁹.

Ansarul Islam aurait des bases arrières en territoire malien et ses combattants opèreraient principalement dans la province burkinabè du Soum⁴⁰.

2. Piraterie

Selon le [rapport annuel](#) de la piraterie du Bureau international maritime (IMB), sur l'année 2017, un total de 180 incidents de piraterie et de vols à main armée contre des navires ont été rapportés à la chambre internationale de commerce (ICC). C'est le nombre d'incidents le plus bas depuis 1995. Pour autant, le directeur d'IMB souligne que le golfe de Guinée demeure un endroit très risqué pour les marins.

Entre janvier et mars, deux incidents se sont produits dans le golfe de Guinée : le bateau « *MT Barret* », a été pris en otage par des pirates en janvier et a été relâché après qu'une rançon ait été versée. Début février, un autre bateau, qui transportait l'équivalent de 8,1 millions de dollars en pétrole (6,4 millions d'euros) a lui aussi été [pris en otage](#) avant d'être [libéré](#) avec son équipage et son carburant, sans qu'il ait été révélé si une rançon avait été payée.

Dans le cadre de la campagne *Maritime Capacity Building 2018*, le navire belge de commandement et de logistique *Godetia* participe à une [mission de formation](#) dans le golfe de Guinée, en coopération avec les États-Unis. L'objectif de l'opération (19 février - 17 mai 2018) est de conseiller certains partenaires d'Afrique de l'Ouest dans la création d'une capacité de sécurité maritime autonome et d'aider à lutter contre la piraterie, le trafic de drogues, la contrebande et la pêche illégale.

À la fin février 2018, un bateau de patrouille français *Lavallée* a participé à d'autres [exercices](#) avec des vaisseaux de pays d'Afrique centrale pendant cinq jours, au cours d'une opération appelée « *African Nemo* »⁴¹.

3. Une saisie d'ivoire et d'écaillés de pangolin relance la question des crimes environnementaux⁴²

La police ivoirienne a [saisi](#) début janvier 600 kg d'ivoire et 600 kg d'écaillés de pangolin. La valeur de la marchandise saisie s'élève à 400 000 dollars pour l'ivoire et à 350 000 dollars pour les écaillés (ce qui correspond au massacre de 3 000 pangolins). Six trafiquants présumés – deux Ivoiriens, deux Vietnamiens, un Chinois et un Guinéen – ont été arrêtés les 18 et 21 janvier. Ils feraient partie d'un réseau de trafic international. L'ivoire provient d'Afrique centrale et les écaillés de Côte d'Ivoire.

39. Ces derniers s'étaient [rencontrés](#) en décembre 2017 et leurs hommes ont été vus ensemble à plusieurs reprises ces derniers mois près des villages de Talataye (région de Gao) et Indelimane (région de Ménaka). Ce rapprochement pourrait être une réponse à la mort de l'un des chefs du GSIM, tué le 13 février dans une attaque de l'armée française. Ils auraient formé une alliance dans la zone Mali-Burkina Faso-Niger où la Force G5 Sahel compte se déployer. Le GSIM est sous la bannière AQMI depuis mars 2017.

40. Sur les identités et alliances des groupes terroristes, voir Armed Conflict Location & Event Data Project, [Targeting of the Islamic State in the Greater Sahara](#), 21 mars 2018 ; et IRIN, Fabien Offner, [Shifting relationships, growing threats: Who's who of insurgent groups in the Sahel](#), 19 février 2018. Sur les activités des groupes terroristes, voir Centre d'études stratégiques de l'Afrique, [More Activity but Fewer Fatalities Linked to African Militant Islamist Groups in 2017](#), infographie, 26 janvier 2018

41. Centre africain pour les études stratégiques « [Enhancing Maritime Security](#) », 23 mars 2018.

42. Voir Nina KROTOV-SAND et. al., [La criminalité environnementale en Afrique de l'Ouest: pratiques et enjeux](#), GRIP, 14 Décembre 2016.

4. Trafic de drogues

De nouvelles saisies de drogues ont été effectuées dans la région, notamment [4 tonnes de cannabis](#) en février au Burkina Faso, [1,7 tonne de chanvre indien](#) en janvier à Bamako (en provenance du Ghana) et [5,2 kg de cocaïne](#) en Côte d'Ivoire. Lors des opérations de l'armée en Casamance, au Sénégal (cf. supra), les militaires ont également détruit [trois champs](#) de chanvre indien en plus de saisir des lots de médicaments et des armes de guerre et des munitions. Le Mali et le Sénégal sont devenus une importante plaque tournante de la drogue en Afrique de l'Ouest.

En [2017](#), les Nations unies avaient alerté sur l'utilisation importante de Tramadol, un opiacé utilisé comme antidouleur. [L'abus d'opiacés](#) est un problème important sur le continent africain, où dans certains pays sept médicaments sur dix sont des [contrefaçons](#), contre un sur dix pour la moyenne mondiale, faisant 100 000 décès par an sur le continent.

Selon une étude du *World Economic Forum*, le chiffre d'affaires généré par la contrefaçon est estimé au minimum à 10 ou 15 % du marché pharmaceutique mondial, soit de 100 à 150 milliards de dollars. Un chiffre qui a quasiment triplé en cinq ans.

L'ONUDC [soupçonne](#) certains groupes terroristes dont Boko Haram et Al-Qaïda de se financer par le commerce du Tramadol. Pour autant, l'ONUDC souligne les [progrès](#) qui ont été faits par les pays du Sahel dans la lutte contre les trafics illicites. Si le trafic de drogues reste une source de déstabilisation dans la région, les progrès en termes de saisies, de coopération régionale et de solutions judiciaires sont importants.

Pour aller plus loin

Rapports institutionnels

Nations Unies, [Improving Security of United Nations Peacekeepers](#), 22 janvier 2018.

OCDE, [Comment les immigrés contribuent à l'économie des pays en développement](#), 29 mars 2018.

OCDE, [Étude pays SIGI-Burkina Faso](#), 2018.

OCDE, [Les inégalités de genre dans les institutions sociales ouest-africaines](#), mars 2018.

ONU DC, [Handbook on Children Recruited and Exploited by Terrorist and Violent Extremist Groups: The Role of the Justice System](#), janvier 2018.

ONU DC, [Sahel: Governments achieve positive results with UN Support](#), 26 février 2018.

UNOWAS, [Briefing de M. Mohamed Ibn Chambas to the Security Council on recent developments in West Africa and the Sahel](#), 11 janvier 2018.

Rapports de la société civile

Armed Conflict Location & Event Data Project, [Regional Overview – Africa](#), 26 mars 2018.

Armed Conflict Location & Event Data Project, [Overview of African Political Violence & Protest Trends, 1997-2017](#), 12 mars 2018.

Actualité ouest-africaine, [Des stéréotypes entravent l'accès des femmes à l'emploi](#), carte, 8 mars 2018.

Center for Global Development, Michael Clemens, Hannah Postel, [Can Development Assistance Deter Emigration?](#) 12 février 2018.

Centre d'études stratégiques de l'Afrique, [Term Limits for African Leaders Linked to Stability](#), infographie, 23 février 2018.

Centre Franco-Paix, Niagalé Bagayoko, [Le processus de réforme du secteur de la sécurité au Mali](#), février 2018.

Chatham House, Drew Corbyn, Mattia Vianello, Prices, [Products and Priorities: Meeting Refugees' Energy Needs in Burkina Faso and Kenya](#), 30 janvier 2018.

Danish Institute for International, Rasmus Alenius Boserup, Luiz Martinez, [Europe Must Play a Part in Filling the Power Vacuum in the Sahel](#), 10 janvier 2018.

Danish Institute for International, [Europe and the Sahel-Maghreb Crisis](#), mars 2018.

Human Rights Watch, [World report 2018](#), 2017.

International Crisis Group [Watch List 2018](#), « Sahel », 31 janvier 2018.

Interpeace « [Je marche avec les garçons. Trajectoires des jeunes vers la violence, miroir des dynamiques de genre à l'échelle de leur société ? Une analyse locale des rôles de genre et des pressions sociales en Côte d'Ivoire et au Mali](#) », novembre 2017.

Interpeace, Indigo Côte d'Ivoire « [Dans tout ça, moi je gagne quoi ?](#) ». [La cohésion sociale et la participation à la gouvernance des initiatives locales à l'épreuve du contexte socio-communautaire à Abobo et Yopougon](#), février 2018.

IRIN, Anthony Morland, [Why some Malians join armed groups](#), 25 janvier 2018.

IRIN, Fabien Offner, [A dozen shades of khaki: counter-insurgency operations in the Sahel](#), 11 janvier 2018.

IRIN, [Ten humanitarian crises to look out for in 2018](#), 1^{er} janvier 2018.

IRIS, Catherine Saumet, Ana Arribas Gil, [A quantitative Study of Future Hotspots of Vulnerability in West and Central Africa by 2020](#), février 2018.

PRIO, [Women and the Peace Process in Mali](#), février 2017.

Regards excentriques, [Les processus électoraux dans la démocratisation de l'Afrique, synthèse technique et politique](#), 4 février 2018.

SIPRI, Aurélien Tobie, [Le Centre Mali : violences et instrumentalisation croisées](#), décembre 2017.

SIPRI, Jaïr van der Lijn, [Multilateral peace operations and the challenges of organized crime](#), février 2018.

SIPRI, Pieter D. Wezeman, Aude Fleurant, Alexandra Kuimova, Nan Tian, Simon T. Wezeman, [Trends in International Arms Transfers, 2017](#), mars 2018.

Small Arms Survey, Eric G. Berman, Mihaela Racovita, Matt Schroeder, [Making a Tough Job more Difficult: The Loss of Arms and Ammunition in Peace Operations](#), octobre 2017.

Small Arms Survey, Savannah de Tessières, [At the Crossroads of Sahelian Conflicts. Insecurity, Terrorism, and Arms Trafficking in Niger](#), janvier 2018.

Transparency International, [Global Perception Corruption Index 2017](#), 21 février 2018.

Université de Nottingham, Clingendael, [Why Securitising the Sahel Will Not Stop Migration](#), 10 janvier 2018.

Wilson Center, [Africa: Year in Review 2017](#), 30 janvier 2018.

World Justice Project, [Rule of Law Index 2017-2018](#), 2018.

L'auteure

Ce monitoring trimestriel a été réalisé par **Quitterie de Labbey**, assistante chercheuse au GRIP, sous la direction de Claire Kupper, chef de projet « [Conflits, sécurité et gouvernance en Afrique](#) ».